

# Le ministre de la Santé multiplie les réunions avec les partenaires sociaux

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5787 - Jeudi 8 décembre 2022 - Prix : 10 DA

Paix et stabilité en Afrique

## Lamamra : l'Algérie poursuivra son rôle de force agissante

18<sup>e</sup> anniversaire de la disparition du dramaturge Mohia

## Un riche programme à Iboudrarène, Tizi Ouzou et Azazga

### Le coût de la guerre

Par Mohamed Habili

**L**es Européens ont fini par prendre la mesure de l'impact négatif de la guerre en Ukraine sur leurs économies, et à travers ce biais, sur leur stabilité politique elle-même, susceptible d'être mise à l'épreuve au cours de cet hiver qui commence. Ils ont saisi du même coup que cette guerre, à la différence des autres, n'offrirait pas de compensation susceptible de la rendre soutenable dans la durée. Ainsi en est-il généralement de la forte hausse de la demande des armes, d'habitude une aubaine pour les industries militaires. Mais en l'occurrence, il n'y a même pas cela, mais seulement des pertes, des dépenses à consentir ; rien en retour en somme, rien de positif en termes de production et d'emploi. Soit de façon directe en forme d'armement et de financement qu'ils sont tenus de fournir à l'Ukraine, afin qu'elle puisse non seulement résister aux attaques russes mais les repousser, en attendant qu'elle puisse contre-attaquer. Soit de façon indirecte, par des effets indésirables, le premier et le plus pénalisant d'entre eux étant le renchérissement important du coût de l'énergie. Ce dont les Européens se plaignent cependant, ce n'est pas d'une hausse dont cette guerre serait directement responsable, mais d'une explosion du prix du gaz fourni par les Américains, en remplacement de celui qu'ils recevaient auparavant de Russie, mais qui ne leur parvient plus, en partie parce qu'ils n'en veulent plus, et en partie parce que les Russes ont mis fin à leurs livraisons.

Suite en page 3

### Établissement des cahiers des charges dans les zones d'activités et terrains industriels

## Saida Neghza souhaite une implication véritable du patronat



PH/E. Soraya/J. A.

Développer l'investissement local et étranger est le cheval de bataille de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) ayant contribué à l'élaboration de propositions visant à booster l'investissement et développer l'économie. L'organisation patronale, dont la cheffe est l'infatigable femme d'affaires Saida Neghza, continue à plaider en faveur de l'investissement et appelle à plus d'assouplissements des procédures pour faciliter l'acte d'investir et encourager les jeunes à se lancer sans crainte dans ce créneau. Saida Neghza, qui relève l'importance d'encourager l'investissement au niveau national dont la finalité est d'impulser une nouvelle dynamique au développement socio-économique, est revenue dans cet entretien sur le travail accompli jusque-là pour encourager l'investissement en Algérie ainsi que les mesures prises pour rendre le rêve des jeunes entrepreneurs possible. Elle plaide également pour une plus grande participation du patronat dans l'établissement des différents cahiers des charges.

Batna

## «T'baboucht», haut fait d'armes de l'ALN dans les Aures

Festival national du théâtre comique

## Des thèmes variés pour un public nombreux

Établissement des cahiers des charges dans les zones d'activités et terrains industriels

# Saida Neghza souhaite une implication véritable du patronat

■ Développer l'investissement local et étranger est le cheval de bataille de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) ayant contribué à l'élaboration de propositions visant à booster l'investissement et développer l'économie. L'organisation patronale, dont la cheffe est l'inépuisable femme d'affaires Saida Neghza, continue à plaider en faveur de l'investissement et appelle à plus d'assouplissements des procédures pour faciliter l'acte d'investir et encourager les jeunes à se lancer sans crainte dans ce créneau. Saida Neghza, qui relève l'importance d'encourager l'investissement au niveau national dont la finalité est d'impulser une nouvelle dynamique au développement socio-économique, est revenue dans cet entretien sur le travail accompli jusque-là pour encourager l'investissement en Algérie ainsi que les mesures prises pour rendre le rêve des jeunes entrepreneurs possible. Elle plaide également pour une plus grande participation du patronat dans l'établissement des différents cahiers des charges.

Entretien réalisé par Louisa Ait Ramdane

■ ■ **Le Jour d'Algérie :** Quelles sont les propositions de la CGEA pour booster l'investissement ?

**Saida Neghza :** La Confédération générale des entreprises algériennes apprécie toutes les réformes et les changements apportés sur la batterie des textes réglementaires régissant l'économie en général et l'investissement en particulier, sous l'impulsion de Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Les textes fondamentaux ont été promulgués, nous attendons que les textes d'application soient accompagnés d'une vaste campagne de vulgarisation, suivie d'une application rigoureuse sur le terrain. Un dialogue social large et une implication véritable du patronat sont nécessaires, tant au plan central que local.

Une plus grande participation du patronat dans l'établissement des différents cahiers des charges, dans les zones d'activités, les terrains industriels, est souhaitable.

Comme nous appelons à une plus grande transparence et communication à travers les différents supports, et à une célérité dans le traitement des dossiers et du temps de réponse.

■ ■ **Que pense la CGEA de la démarche de l'Etat en changeant l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) ?**

Nous espérons que l'AAPI, relevant désormais du Premier ministre, puisse jouir d'une plus grande autonomie dans l'étude des dossiers d'investissement et traiter les dossiers plus rapidement, en veillant à la règle de priorité à l'outil de production national. L'AAPI est attendue également sur le volet accompagnement des opérateurs souhaitant investir à l'étranger, notamment en Afrique. Les opportunités sont multiples et l'orientation économique du pays insufflée

par le président de la République, avec l'ouverture de lignes maritime et aérienne, la mise en place d'une diplomatie économique et la mission de promotion des exportations confiée au département du Commerce, plaident pour une stratégie plus optimiste et offensive.

■ ■ **Que pense votre organisation du nouveau code de l'investissement ?**

Le code de l'investissement a suscité un engouement et un optimisme certains. Les investisseurs étrangers scrutent de très près le marché national mais attendent que les discours soient traduits sur le terrain. J'ai plusieurs investisseurs, notamment



Ph.E. Soraya/J.-A.

des pays arabes, qui souhaitent réaliser des projets stratégiques en agriculture et en agroalimentaire. Ils ont été reçus favorablement par M. le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et par certains walis, mais ils n'ont pas encore connu de concrétisation.

■ ■ **A travers les nouvelles mesures, quels sont les signaux envoyés aux investisseurs étrangers ?**

L'investissement étranger est très bénéfique pour le pays à travers le sang neuf qu'il injecte et la technicité et le savoir-faire qu'il apporte.

■ ■ **Quel est le constat de la CGEA quant au travail accompli jusque-là pour encourager l'investissement ?**

Le travail est appréciable mais force est de constater que je reçois encore régulièrement des opérateurs économiques qui peinent à faire aboutir leurs pro-

jets d'investissement. Nous souhaitons qu'un travail d'amélioration et d'ajustement soit maintenu pour apporter les correctifs nécessaires et s'adapter aux situations du terrain.

■ ■ **Comment peut-on finir avec les quelques entraves bureaucratiques qui subsistent malgré la volonté politique affichée par l'Etat ?**

La bureaucratie est un danger fléau qui menace notre économie. La coercition est évidemment nécessaire mais un travail sur la formation, la réforme des systèmes d'évaluation et de promotion des cadres est aussi important, ainsi que la dotation des différentes structures existantes de toutes leurs compétences, à l'instar du CNESE, du Conseil de la concurrence, des Autorités de régulation... etc.

■ ■ **Quel est le moral des hommes d'affaires de la CGEA après le déblocage**

**de centaines de projets, sachant que ce dossier a été suivi par le Président à chaque Conseil des ministres ?**

Nous remercions notre président qui a eu la clairvoyance de faire débloquer les projets qui souffraient parfois de simples documents, à cause de la bureaucratie ou de la rigidité aux antipodes de l'entrepreneuriat et de l'acte d'investir. Ces débloques sont bien accueillis mais il faut reconnaître que beaucoup de dossiers dorment encore dans des tiroirs. Les hommes d'affaires sont confrontés à des situations très difficiles. Ils ont été rudement impactés par le Covid 19 et espèrent que les banques et le gouvernement tiennent compte de cette donne et de toutes ces contraintes. L'application aveugle des pénalités est contre-productive. Les prémices positives sont là mais doivent être confortées pour avoir un impact sur le moral des hommes d'affaires. L. A. R.

Constantine

## Création de 3 mini-zones d'activités dédiées aux artisans

La wilaya de Constantine a bénéficié d'un programme pour la création de trois mini-zones d'activités dédiées aux artisans, a-t-on appris, hier, du directeur de l'administration locale (DAL). L'opération a nécessité un investissement de 250 millions DA, a déclaré Youcef Zougari à l'APS, mettant l'accent sur l'importance de l'initiative dans la promotion de l'activité artisanale, considérée

comme un des leviers du développement local. Les mini-zones d'activités consacrées aux artisans sont implantées à la ville de Constantine, à Ain Abid et dans la commune de Benbadis, a fait savoir le même responsable qui a précisé que la réalisation prendra en considération les spécificités de cette activité nécessitant des espaces d'exposition entre autres. Les travaux d'aménagement seront lancés «incessam-

ment» à Ain Abid et à Benbadis, a assuré le DAL, affirmant que toutes les procédures d'usage relatives au lancement des travaux ont été finalisées et ne reste que l'étape de délivrance des ordres de service (ODS) pour permettre aux entreprises désignées de lancer les chantiers. S'agissant de la mini-zone d'activité devant être réalisée à la ville de Constantine, M. Zougari a indiqué que l'opération est dans

la phase de choix du terrain, car la première assiette retenue pour abriter la structure est située sur une zone de glissement de terrain. Selon la même source, la Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction (DUAC) s'attelle actuellement à choisir un autre terrain pour permettre la concrétisation de l'opération dans les meilleurs délais possible. L. M.

Séisme à Blida

## Aucun dégât enregistré dans les infrastructures de base

Aucun dégât matériel n'a été enregistré dans les infrastructures de base et ouvrages d'art relevant de la Direction des travaux publics de la wilaya de Blida, suite à la secousse tellurique de magnitude 4 sur l'échelle de Richter, ressentie hier à Hammam Melouane (Est) aux environs de 9h18, a-t-on appris auprès de cette direction. «Aucune intervention n'a été effectuée, car aucune infrastructure du secteur n'a été endommagée, tant dans la région de Hammam Melouane que ses environs», a précisé la même source.

La Direction de la Protection civile de la wilaya a également assuré n'avoir enregistré aucune perte matérielle ou humaine suite à cette secousse, selon le chef du service prévention, Mohamed Nech, qui a assuré que cette secousse tellurique ressentie par les habitants de Blida, mais également ceux des wilayas d'Alger, Médéa, Bouira, Boumerdès et Tizi-Ouzou, «n'a occasionné aucune perte matérielle, ni humaine». Dans un communiqué rendu public immédiatement après ce séisme, la Direction de la prévention auprès de la Direction géné-

rale de la Protection civile a signalé que les services de la Protection civile ont dépêché des équipes pédestres et des ambulances pour s'enquérir de la situation sur le terrain, et rassurer les citoyens, affirmant qu'«aucune perte n'a été enregistrée sur le territoire de la wilaya». A leur tour, de nombreux habitants de la wilaya ont déclaré avoir ressenti cette secousse, dont une femme qui s'appêtait à quitter sa maison lorsque cela s'est produit, a-t-elle indiqué. D'autres citoyens n'ont rien senti, car se trouvant en dehors de la maison, ont-ils expli-

qué. Un jeune homme a estimé que le tremblement «n'était pas très fort», puisqu'il n'a rien senti. «J'ai été surpris d'appréhender la nouvelle dans les médias», a-t-ajouté. Une secousse tellurique de magnitude 4 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, hier, dans la wilaya de Blida, son épicerie a été localisée à une dizaine de km au sud-est de Hammam Melouane (Est), a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. M. O.



Afin d'éviter toute perturbation dans son secteur

# Le ministre de la Santé multiplie les réunions avec les partenaires sociaux

■ Afin d'assurer une année sereine, sans perturbations et en vue d'améliorer la situation du secteur et celle des praticiens de la santé, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, multiplie depuis quelques jours les réunions avec les partenaires sociaux, les directeurs de santé des wilayas et des établissements sanitaires.

Par Thinhinane Khouchi

L'année 2022 arrive à sa fin et le secteur de la Santé n'a connu aucune grève. Voulant garder le calme dans son département, le ministre de la Santé a entamé une série de rencontres avec ses partenaires sociaux. En effet, après une réunion avec les directeurs de santé des wilayas et des établissements sanitaires, en présence de cadres de l'administration centrale, Abdelhak Saihi a reçu les membres du Syndicat national des praticiens de la santé publique, dans le cadre du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux en vue d'améliorer la situation du secteur, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. La rencontre, qui a regroupé mardi soir les membres du bureau du SNPSSP, sous la présidence du D Mohamed Yousfi et en présence des cadres de l'administration centrale, a été consacrée à l'examen de «plusieurs questions qui concernent les professionnels du secteur». Affirmant que le but de cette rencontre est d'ouvrir le champ au débat, au dialogue et à la concertation, et à rechercher des solutions définitives à un ensemble de problèmes en suspens tout en tenant compte de toutes les propositions», le ministre a assuré que «la concrétisation de cet objectif est la volonté même de l'administration centrale», d'autant plus que les syndicats sont «des partenaires permanents». Le ministre a mis l'accent sur «l'importance d'ouvrir un espace de dialogue périodique, en vue de trouver les

mécanismes à même de développer le secteur de la Santé, en assurant les conditions indispensables pour les professionnels du secteur à travers la mise en œuvre des stratégies tracées par la tutelle, lesquelles consistent en un plan d'action au profit du malade». Saihi a, en outre, mis en relief «les points communs entre la tutelle et le SNPSSP, à savoir servir le malade», saluant «toutes les propositions et contributions apportées par les praticiens». Pour leur part, les membres du syndicat ont présenté «un nombre de dossiers, à leur tête, la prime d'intéressement et l'adoption de nouvelles mesures incitatives au profit des médecins praticiens et de leur statut particulier». D'Yousfi a salué, à son tour, «les efforts consentis par le premier responsable du secteur, notamment à travers la réouverture des portes du dialogue», assurant de «la disposition du syndicat à contribuer à tous les efforts susceptibles de développer le secteur dans un climat approprié, fondé sur le dialogue, la concertation et la confiance». Répondant aux préoccupations soulevées, le ministre de la Santé a réitéré «son appui absolu aux revendications des membres du syndicat et à celles de tous les professionnels du secteur de la Santé». Par ailleurs, il est à noter que lors d'une rencontre d'orientation avec les directeurs de santé des wilayas et des établissements sanitaires, en présence de cadres de l'administration centrale, tenue par visioconférence, le ministre de la Santé avait rappelé «la nécessité d'accélérer



PH.D.R.

l'opération de numérisation du secteur» en vue d'opérer le changement escompté sur le terrain en multipliant les campagnes d'information et de sensibilisation, tout en veillant à l'exploitation des moyens mobilisés par l'Etat. Il a également insisté sur la «création d'un espace de dialogue, de concertation et de coordination, et veiller à activer les canaux de communication avec l'ensemble des intervenants du secteur, notamment les membres des conseils scientifiques et médicaux en vue d'enrichir les plans d'action et d'adopter les propositions formulées». Saihi a souligné, par la même occasion, que les services aux patients et l'amélioration des conditions de travail des personnels du secteur constituaient un objectif principal au titre de la nouvelle vision de relance du secteur de la Santé. Le ministre a mis en avant, à cet égard, la «disposition du secteur à accompagner les établissements publics de santé dans la mise en œuvre

de toute démarche dans ce cadre». Il a appelé, par ailleurs, à la «tenue d'une rencontre nationale pour examiner les résultats réalisés et relancer la télémédecine pour soutenir les pôles médicaux». Saihi a suivi des exposés présentés par des responsables du secteur sur l'hygiène hospitalière dans l'ensemble des structures sanitaires, outre l'organisation de campagnes de sensibilisation en milieu sanitaire, et l'organisation de sessions de formation sur cette thématique. Il a suivi, en outre, un exposé sur le «plan de numérisation du secteur, notamment le tri automatique des cas urgents suite à la consultation assurée par le médecin d'accueil au niveau des urgences», et l'organisation d'une journée nationale sur la maintenance des équipements médicaux prévue le 13 décembre courant, d'après la directrice générale de la pharmacie et des équipements sanitaires, Wahiba Hadjoudji.

T. K.

## LA QUESTION DU JOUR

## Le coût de la guerre

Suite de la page une

Cette guerre n'est pas la leur, tiennent-ils toujours à dire. Ce qui bien sûr ne les empêche ni d'envoyer des armes de plus en plus performantes à l'Ukraine, ni de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre à l'arrêt l'économie russe. Mais neuf mois de ce régime ont tout de même fini par leur dessiller les yeux. Et ce qu'ils voient désormais avec clarté, c'est que d'une façon tout à fait inattendue, ce sont eux qui sont en train de la financer cette guerre, et pas du tout les Etats-Unis, qui au contraire sont en train d'en tirer profit. A la faveur de cette guerre, un transfert de valeur s'est mis en place, son vecteur de prédilection étant le renchérissement de l'énergie, celui du gaz en particulier, dont le prix a été multiplié au bas mot par quatre. C'est à nous, sont-ils de plus en plus nombreux à dire, que cette guerre coûte le plus. Sous-entendu : nullement aux Etats-Unis, qui font semblant de se plaindre de ce que nous n'envoyons pas assez d'armes à l'Ukraine et que nous ne mettons pas assez de moyens financiers à sa disposition. Le coût de l'énergie est du fait de cette guerre si déséquilibré entre les deux rives de l'Atlantique que si cela n'était pas corrigé, bientôt ce serait la désertification industrielle en Europe, où ici et là elle est d'ailleurs déjà bien avancée. Le président français, entre autres, l'a dit et répété : à terme, ce serait la fin de l'industrie européenne, ou plus exactement de ce qu'il en reste. En disant cela, c'est aux délocalisations aux Etats-Unis, où le prix de l'énergie reste en effet abordable, en tout cas très inférieur à ce qu'il est en Europe, qu'il semble penser exclusivement. Mais ces délocalisations pourraient se faire ailleurs, dans l'un ou l'autre pays où l'énergie continue d'être bon marché. Un exemple parmi d'autres : l'Algérie, dont ce n'est pas là d'ailleurs le seul avantage comparatif.

M. H.

Paix et stabilité en Afrique

## Lamamra : L'Algérie poursuivra son rôle de force agissante

L'Algérie poursuivra son rôle de force agissante pour la paix et la stabilité en Afrique, en apportant son plein appui à la mise en œuvre des solutions africaines aux problèmes du Continent. C'est ce qu'a indiqué, hier à Oran, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, dans son allocution prononcée à l'ouverture des travaux du 9<sup>e</sup> séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique. Le ministre a assuré que «sous la conduite du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, et fidèle à son engagement constant et inébranlable pour les causes de l'Afrique, l'Algérie ne ménagera aucun effort pour défendre et promouvoir les principes de notre Organisation dans l'accomplissement du mandat continental que l'Union africaine lui a

confié en entérinant sa candidature (membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies)». Lamamra a souligné que «face aux grands bouleversements, nous devons défendre les valeurs encore plus fortes d'unité et de solidarité pour renforcer notre autonomie collective, tout en recherchant des partenariats respectueux des droits souverains de l'Afrique dans tous les domaines de la vie internationale».

«Nous nous retrouvons aujourd'hui dans l'objectif de franchir de nouvelles étapes sur notre chemin vers l'accomplissement de la vision panafricaine des pères fondateurs de notre Organisation, une vision bien articulée dans l'agenda 2063, qui vise une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant

une force dynamique sur la scène mondiale» a-t-il souligné. Le chef de la diplomatie algérienne a, par ailleurs, fait part de sa satisfaction des progrès réalisés jusqu'à présent en matière d'opérationnalisation des projets phares de l'agenda 2063, notamment en matière d'accélération de l'intégration et du développement de l'Afrique, soulignant qu'«une voix africaine unifiée au sein du Conseil de sécurité de l'ONU fait également partie intégrante du projet de "l'Afrique que nous voulons"».

Comme il a souligné que «l'arrangement A3, qui a pris forme il y a quelques années dans cette même ville (Oran), est devenu particulièrement crucial pour la promotion des intérêts majeurs de l'Afrique dans le processus décisionnel du Conseil de sécurité de l'ONU». Le

ministre a salué, dans le même contexte, les membres actuels de l'A3 et le Coordonnateur du Groupe, la République du Kenya, pour leurs efforts considérables dans la défense des positions communes africaines, et les féliciter très sincèrement pour leur rôle unifié. Ramtane Lamamra a souligné que «capitalisant sur cette dynamique, l'Algérie ambitionne d'apporter sa contribution à cette entreprise continentale à travers sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies durant la période 2024-2025 et dont le premier et principal objectif est de nous joindre à nos frères africains pour consolider le bloc africain au sein de la plus importante plateforme internationale pour la paix et la sécurité». Et d'ajouter : «Nous sommes fermement

convaincus que l'Afrique, qui revendique depuis longtemps une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à l'injustice historique qui lui est infligée depuis près de huit décennies maintenant, a le droit de plaider instamment sa cause, tout en soulignant le besoin urgent d'un multilatéralisme inclusif et équilibré pour relever les défis mondiaux de manière effective et efficiente». Il est à relever que ce séminaire examinera, entre autres, la question de faire taire les armes en Afrique par le désarmement et le contrôle de la prolifération des armes légères et de petit calibre illégales, ainsi que la lutte contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, en plus des questions liées à l'imposition et à l'application de sanctions.

Massi Salami

Batna

## ANP Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, durant la semaine dernière, par des détachements de l'Armée nationale populaire dans des opérations distinctes à travers le territoire national, selon un bilan opérationnel publié hier par le ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté cinq éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national», précise ce bilan pour la période du 30 novembre au 6 décembre 2022. Selon la même source, «des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 64 narcotrafiquants et saisi 18,5 kilogrammes de kif traité et 323 613 comprimés psychotropes», dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic en Algérie. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, des détachements de l'ANP «ont intercepté 155 individus et saisi 21 véhicules, 155 groupes électrogènes, 124 marteaux piqueurs, neuf détecteurs de métaux, 15 quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite». Le bilan fait également état de «l'arrestation de 12 autres individus et la saisie de 11 fusils de chasse, trois pistolets automatiques, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 25 tonnes, ainsi que 18 quintaux de tabac et 15 720 unités de diverses boissons», lors d'opérations distinctes à travers le territoire national. De même, les gardes-frontières «ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 17 946 litres à Tébessa, Souk Ahras, El-Tarf et Béchar». Par ailleurs, les gardes-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 71 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 142 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national».

Safy T.

# «T'baboucht», haut fait d'armes de l'ALN dans les Aures

■ La bataille de «T'baboucht», dans la commune de Kimel (sud-est du chef-lieu de wilaya de Batna), constitue l'un des hauts faits d'armes de l'Armée de libération nationale (ALN) qui a galvanisé le moral des moudjahidine et de la population dans les Aurès, trois semaines seulement après le déclenchement de la glorieuse Révolution, le 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Par Hocine Y.

Les moudjahidine qui ont été interrogés par l'APS pour apporter leur témoignage sur cette bataille, s'accordent à dire qu'elle eut lieu entre le 27 novembre et le 7 décembre 1954. «T'baboucht», dans la forêt de Kimel, fut une véritable hécatombe pour la soldatesque coloniale dont les morts se comptaient par centaines, c'est pourquoi beaucoup de témoins ayant vécu les péripéties de cette bataille ont parlé de «victoire miraculeuse» des moudjahidine. L'un des rares témoins encore de ce monde, le moudjahid Chérif Boudjenifa, rapporte que les soldats français ont été attirés sur un terrain fortement accidenté qui était devenu une chausse-trape mortelle pour l'ennemi. «Les moudjahidine n'avaient pas planifié la conduite des combats qui nous ont été imposés, en dépit de notre nombre réduit et notre armement sommaire», se rappelle-t-il, ajoutant que «la densité de la forêt de Kimel, son relief tourmenté et la méconnaissance du terrain par les soldats français ont été des alliés providentiels pour les moudjahidine, car deux unités ennemies se sont télescopées et ont fait des dégâts considérables dans leurs propres rangs».

## Des moudjahidine partent, après avoir livré leurs témoignages

Les témoins de la bataille de «T'baboucht» ont été nombreux à enregistrer de leur vivant le récit de cet engagement qui a causé des centaines de morts dans les rangs de l'armée française, et la mort de sept moudjahidine. Les



témoignages recueillis par l'APS étaient notamment ceux de Mohamed Sbaïhi, Mohamed Djarmoune, Djoudi Kayour, Benamor Bayouche et Lakhdar Oucif. Ces interlocuteurs, dont certains ne sont plus de ce monde, avaient rapporté que les crêtes de «T'baboucht» avaient constitué le point de ralliement de trois groupes de moudjahidine, un groupe venu de Khenchela rattaché au commandement d'Abbas Laghrour, un deuxième groupe venu d'Oued Abdi et un troisième de Kimel, rassemblés pour une réunion de réorganisation de l'ALN. Lakhdar Oucif avait déclaré que la présence de l'armée française dans la région avait été d'abord signalée par le moudjahid Salem Boubakeur qui était infirmier dans la zone d'Abbas Laghrour et qui avait échappé de peu à l'armée française, dans la forêt de Kimel. Les groupes de l'ALN ont alors vite fait de se retirer dans les abris naturels que constituaient les rochers escarpés de S'fah Ellouz. Ils savaient que l'engagement allait être

inévitable. Le lendemain matin, 34 moudjahidine ont été encerclés, pendant que le reste avait réussi à se mettre hors de portée des tirs de l'ennemi, avait rapporté le même témoin. Les moudjahidine encerclés ont, dans un premier temps, réussi à se dégager de l'encerclement pour se positionner en contrebas de l'oued, en continuant à échanger des coups de feu nourris. Les soldats français ne se rendirent pas compte que les tirs qui venaient de l'autre rive de l'oued n'étaient pas ceux des moudjahidine, mais d'une autre unité relevant de leur camp.

C'est ainsi que les deux groupes ennemis se sont entre-tués dans la confusion, avait confirmé feu moudjahid Amor Boussejeda, qui a dit se souvenir que l'évacuation des morts a été effectuée par des navettes de camions pendant quatre jours. En guise de représailles, l'armée française s'acharna sur la population, tirant à vue sur tout ce qui bougeait, n'épargnant ni homme, ni bête. Les combats de «T'baboucht» avaient duré 24

heures dans la forêt dense de Kimel et les groupes de moudjahidine étaient commandés par le chahid Bachir Ouartane dit Sidi Hani, secondé par Messaoud Benzahaf, ont rapporté les témoins.

Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine, El Abed Rahmouni, a rappelé que la bataille de «T'baboucht» a été précédée, les 16 et 17 novembre 1954, par des exactions commises par l'armée française dans le hameau de S'ra Lahmam, non loin de Kimel, un village entièrement rasé par les avions qui ont fait 75 victimes parmi les civils, des femmes, des enfants et des vieillards. M. Rahmouni a insisté sur l'importance d'édifier une stèle commémorative sur ces lieux de mémoire à Kimel, pour laisser aux jeunes générations et à la postérité, le souvenir vivant des sacrifices consentis pour l'indépendance nationale, ainsi que les exactions et les souffrances imposées au peuple algérien par le colonialisme.

H. Y.

Oran

## Ouverture la 9<sup>e</sup> Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique

Les travaux de la 9<sup>e</sup> Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique ont débuté hier à Oran, sous le thème «Soutien aux nouveaux membres africains au Conseil de sécurité des Nations unies dans le traitement des questions de la paix et de sécurité dans le continent africain». Cette conférence s'est ouverte sous la présidence du ministre des Affaires étrangères du Nigeria et président de la Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique pour ce mois de décembre, Geoffrey Onyema, et en présen-

ce du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra (pays organisateur).

Cette conférence enregistre une participation de haut niveau, notamment au niveau ministériel, des Etats membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), ainsi que des membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU, outre des experts et des représentants de haut niveau des instances africaines et des Nations unies.

Elle vise à renforcer la coopération et la coordination entre le Conseil de paix et de sécurité

africain et les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU dans l'accomplissement de leurs tâches, notamment pour ce qui est de la défense des positions et des intérêts communs de l'Afrique lors de la prise de décision au Conseil de sécurité des Nations unies sur les questions de paix et de sécurité relatives au continent.

La tenue de cette édition se veut un prolongement des éditions précédentes, initiées par l'Algérie dans le cadre de son engagement ferme et constant en faveur du soutien de l'action de l'organisation dans les

domaines de la paix et de la sécurité, et ses efforts inlassables pour promouvoir l'action africaine commune.

Ces objectifs constituent les principaux axes que l'Algérie tend à défendre avec force, au nom des pays africains, à travers sa candidature à l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025, en coordination avec ses frères africains et à la lumière de son plein engagement envers les objectifs et les principes de la Charte constitutive de l'UA de la Charte des Nations.

R. N.



Fiscalité pétrolière

# Les recettes représentent 41 % du total des recettes budgétaires prévues pour 2023

■ Le ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali, a affirmé que les recettes de la fiscalité pétrolière représenteraient seulement 41 % du total des recettes budgétaires de l'Etat prévues pour l'exercice 2023.

Par Farid L.

Le budget de l'Etat au titre de l'exercice 2023 connaîtra une amélioration en termes de rentabilité de la fiscalité ordinaire qui atteindra les 59 % du total des recettes budgétaires, a précisé M. Kassali, lors d'une plénière consacrée à la réponse aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation dans le cadre du débat autour du texte de loi de finances 2023. La séance a été présidée par Salah Goudjil, président du Conseil en présence des membres du gouvernement.

L'économie devrait enregistrer un taux de croissance de l'ordre de 4,1 % en 2023, a-t-il indiqué, soulignant que cette hausse sera le résultat des performances de tous les secteurs à l'exception des hydrocarbures qui connaîtra une certaine stabilité. Quant à la croissance économique en dehors des hydrocarbures, elle s'établirait à 5,6 % en 2023, a prévu le ministre des Finances. Le secteur agricole devrait, à son tour, enregistrer un taux de croissance moyen de 6,9 %, a-t-il poursuivi, ajoutant que les secteurs de l'Industrie et des Travaux publics devraient enregistrer respectivement des taux de croissance de 8,5 % et 5,6 %, alors que le secteur des services devrait atteindre un taux

de croissance de 5,9 % en 2023.

Répondant à une question sur le financement du déficit du Trésor, le ministre a expliqué qu'il sera financé à travers le recours au Fonds de régulation des recettes (FRR) disponibles à la fin de l'année 2022 qui devra atteindre 2 300 milliards DA, et grâce aux provisionnels de la fiscalité pétrolière en 2023 et de la bourse. En outre, la liquidité bancaire a connu en 2022 une nette évolution, ayant atteint 1 800 milliards de DA vers la fin de septembre 2022, selon le ministre, qui a affirmé que cette liquidité contribuerait au financement des projets économiques, mais aussi au financement du déficit du Trésor à travers la souscription à la bourse.

## Levée de gel sur 301 projets en 2022

S'agissant des projets gelés, le ministre a fait savoir que compte tenu du progrès positif des ressources financières, les autorités publiques ont décidé de lever «progressivement» le gel sur les projets de priorité sectorielle ou régionale, indiquant que 95 % des autorisations de programmes faisant l'objet de gel reviennent essentiellement aux secteurs des Travaux publics, des Transports, de l'Education nationale, de l'Enseignement

supérieur, de la Santé, des Ressources hydriques, de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Il a également souligné qu'en 2022, le gel a été levé sur un programme estimé à plus de 130 milliards de DA destiné à 301 projets d'investissement «porteurs de valeur ajoutée garantie sur les niveaux local et national».

Par ailleurs, l'utilisation des moyens de paiement en Algérie a connu «une évolution remarquable» ces deux dernières années, selon M. Kassali, ajoutant que cela était dû à la pandémie de coronavirus.

Il a noté que quelque 277 sites commerciaux sur internet proposaient le service de paiement électronique.

S'agissant de la finance islamique, le ministre a assuré que malgré la création récente de la commercialisation des produits de la finance islamique, les banques publiques ont réussi à enregistrer des résultats «satisfaisants» jusqu'à fin août 2022 (294 guichets, 21 766 comptes, 49 milliards DA de dépôts, et 5 milliards DA de financement). Concernant la réforme budgétaire, il a rappelé que le ministère avait entamé un programme de formation graduelle qui concernait au début les secteurs pilotes, avant sa généralisation à tous les secteurs avant la mise



Djamel Kassali, ministre des Finances

en service du régime intégré de gestion budgétaire et de comptabilité.

Quant à la réforme et la numérisation de l'administration des impôts, le ministre a fait observer que cette dernière avait réalisé un progrès remarquable en matière de modernisation et de numérisation, outre la réalisation de nouvelles infrastructures.

M. Kassali a souligné que la «loi de finances pour l'exercice

2023 consacre la nouvelle conception visant la transition vers un nouveau mode de gouvernance de la finance publique qui a établi les nouvelles règles de gestion par objectif sur la base des résultats et de la performance, en vue d'aller vers une économie diversifiée génératrice de richesse et créatrice d'emplois dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie des citoyens».

F. L.

Caisse nationale de mutualité agricole

## Consolider l'ouverture sur l'industrie, le commerce et la pêche

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) s'oriente vers «la consolidation de l'ouverture sur les secteurs autres que l'Agriculture, dont l'Industrie, le Commerce et la Pêche dans le domaine de l'assurance des biens et l'octroi de crédit», a indiqué, mardi à Constantine, le directeur général de cette institution, Chérif Benhabibès.

Dans son intervention d'ouverture du 2<sup>e</sup> séminaire régional sur l'assurance dans l'Est du pays, tenu au cercle régional de l'armée à Constantine, M. Benhabibès a indiqué que la nouvelle stratégie de la

Caisse inclut l'élargissement des mesures facilitatrices et incitatives d'assurance et de crédit aux hommes d'affaires, aux investisseurs, aux opérateurs économiques et industriels.

Il a également ajouté que des solutions et de nouveaux produits ont été offerts aux différents professionnels dans le domaine de l'assurance contre les dommages, les accidents, les risques naturels et les agressions (vol ou destruction), estimant que «les dispositions incitatives sont de nature à transformer la CNMA en leader national dans le domaine de l'assu-

rance et permettent de consolider le développement de l'économie nationale».

De son côté, le président du conseil d'administration de la Caisse, Faouzi Sahraoui, a considéré que la CNMA «peut constituer un trait d'union entre les secteurs de l'Agriculture et de l'Industrie, à la faveur des nouveaux avantages, de façon à répondre aux besoins des industriels et à apporter un soutien efficace aux agriculteurs». Le directeur des services agricoles de la wilaya de Constantine, Yacine Ghediri, a considéré la CNMA comme «la locomotive de l'agriculture, grâce à la

dynamique qu'elle œuvre à apporter pour préserver la pérennité de la chaîne économique et grâce aussi aux offres faites au secteur agricole en produits d'assurance et de crédits à caractère mutuel».

Le séminaire régional, organisé sous le thème «L'assurance, un outil de préservation des biens et du patrimoine», s'inscrit dans le cadre des rencontres organisées par la CNMA dans les diverses régions du pays pour présenter aux investisseurs et acteurs économiques les avantages et produits de la caisse.

Salima K.

Plombée par les craintes de récession

## La Bourse de Tokyo en repli

La Bourse de Tokyo reculait hier en début de séance, lestée comme Wall Street la veille par les craintes d'une détérioration pire que prévu de l'économie américaine et de la conjoncture mondiale l'an prochain sur fond des resserrements monétaires. L'indice vedette Nikkei perdait 0,68 % à 27 697,15 points vers 00h45 GMT et l'indice élargi Topix cédait 0,22 % à 1 945,89 points. La Bourse de New York a clôtu-

ré mardi en nette baisse pour une deuxième séance consécutive, de nouveau soucieuse du risque d'une récession aux Etats-Unis l'an prochain sur fond du durcissement des conditions du crédit par la Réserve fédérale américaine (Fed) pour maîtriser l'inflation. Cependant, le mouvement de repli du yen face au dollar depuis le début de cette semaine, après un mois de remontée, est un facteur apaisant pour les valeurs exporta-

trices nipponnes qui limite dans une certaine mesure les pertes sur le marché tokyoïte. Du côté des valeurs, le titre du constructeur japonais Nissan était en légère baisse (-0,38 % à 464,4 yens). Des annonces potentielles sur le rééquilibrage de son alliance avec Renault ont été de nouveau reportées sine die, selon des sources proches du dossier citées par l'AFP. Les négociations entre les deux groupes traînent en longueur

depuis des mois sur ce recalibrage complexe de leur union, qui prévoit aussi un engagement de Nissan dans le futur pôle électrique de Renault, Ampere. Du côté des devises et du pétrole, le yen était stable par rapport au dollar, qui s'échangeait pour 137,08 yens vers 00h45 GMT contre 137,00 yens mardi à 21h00 GMT. La devise japonaise variait aussi très peu par rapport à l'euro, qui valait 143,35 yens contre 143,40 yens

la veille. Et la monnaie européenne cotait à 1,0458 dollar contre 1,0467 dollar mardi à 21h00 GMT.

Sur le marché du pétrole, dont les prix des barils de référence sont tombés mardi à leur plus bas depuis le début de l'année sur fond de la vive résurgence de craintes sur l'économie mondiale, le baril de WTI américain remontait de 0,55 % à 74,66 dollars vers 00h40 GMT.

R. E.



États-Unis

# Joe Biden conforte sa majorité au Sénat

■ Le parti de Joe Biden a conforté mardi sa majorité au Sénat des États-Unis, avec la victoire du candidat démocrate Raphael Warnock à un scrutin en Géorgie, immédiatement saluée par le président américain.

Par Rosa C.

«**C**e soir (mardi), les électeurs de Géorgie se sont mobilisés pour notre démocratie, ont rejeté l'ultra MAGAïsme et le plus important : ils ont renvoyé au Sénat un homme bien», a déclaré M. Biden, en référence au slogan de son prédécesseur Donald Trump: Make America Great Again.

Le président américain, à qui l'on prédisait une sévère défaite aux élections de mi-mandat, ressort donc renforcé de cette séquence électorale.

Le candidat de son parti, le sénateur démocrate Raphael Warnock, était opposé à un protégé de Donald Trump, le républicain Herschel Walker, pour le dernier acte de ces «midterms».

Les deux hommes s'étaient déjà affrontés en novembre et un deuxième tour avait dû être organisé pour les départager.

«Après une campagne de haute lutte – devrais-je dire des campagnes – j'ai l'honneur de prononcer les quatre mots les plus puissants en démocratie : le peuple a parlé», a déclaré M. Warnock dans son discours de victoire.

«Je dis souvent qu'un vote est une sorte de prière pour le monde que l'on désire pour nous et nos enfants», a dit Raphael Warnock qui, avant de devenir en 2021 sénateur de Géorgie, officiait en tant que pasteur depuis l'ancien pupitre de Martin Luther King, à Atlanta.

Le président américain s'était montré extrêmement confiant, quelques minutes avant l'annonce des résultats. «Nous allons l'emporter, nous allons gagner en Géorgie», avait-il déclaré à des journalistes.

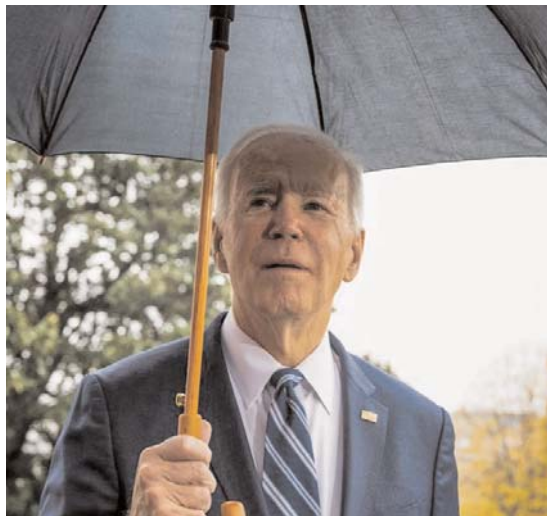
Cette victoire ne change pas l'équilibre des pouvoirs au Congrès américain : les démocrates s'étaient déjà assurés de garder le contrôle du Sénat à l'issue du premier tour des législatives, en novembre. Les républicains ont quant à eux repris la Chambre, mais avec une majorité bien plus courte qu'espéré.

Mais ce nouveau siège donne des coudees plus franches au parti de Joe Biden, qui a gouverné ces deux dernières années avec une majorité ténue : 50 sièges sur 100.

Il leur permettra entre autres d'exercer une plus grande influence dans des commissions parlementaires essentielles. Et limitera significativement l'influence d'un sénateur démocrate modéré, Joe Manchin, fossoyeur de plusieurs grands chantiers de l'administration Biden.

Avec ce siège, les républicains espéraient quant à eux s'offrir des pouvoirs de blocage plus larges aux politiques de Joe Biden.

A 700 jours de la prochaine élection, l'opposition est soucieuse de casser la dynamique



du président, renforcé par ces bons résultats aux «midterms».

La défaite du candidat de Donald Trump est une nouvelle illustration que la «vague» républicaine promise par l'ancien président aux élections de mi-mandat ne s'est pas matérialisée. Cela n'a pas empêché le républicain, empêtré dans divers scandales et ennui judiciaires, de se déclarer candidat à l'élection présidentielle.

Signe de l'importance et de l'intérêt pour ce dernier duel en Géorgie : près de 400 millions de dollars avaient été injectés dans le scrutin, le plus cher des élections de mi-mandat. Les rares sondages montraient les candidats au coude-à-coude.

Pour concrétiser leurs ambitions, les démocrates avaient appelé leurs poids lourds à la rescousse. L'ancien président Barack Obama, incontestablement l'une des figures les plus charismatiques du parti, était par exemple en campagne à Atlanta la semaine dernière.

Historiquement acquise aux républicains, la Géorgie avait pris l'Amérique par surprise en préférant Joe Biden à Donald Trump lors de la présidentielle de 2020, puis en envoyant deux démocrates au Sénat deux mois plus tard.

Cet État frontalier de la Floride était à nouveau au cœur de toutes les convoitises, alimenté par le profil atypique des candidats.

Avec plusieurs records sportifs à son actif, le républicain Herschel Walker, considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football américain universitaire, est entré en politique sur le tard.

La campagne du candidat afro-américain pro-Trump avait toutefois été éclaboussée par plusieurs scandales. Herschel Walker, connu pour ses positions anti-IVG, a entre autres été accusé d'avoir poussé plusieurs de ses anciennes compagnes à avorter.

R. C.



## Commentaire

Immigration

Par Fouzia Mahmoudi

S eulement quatre ans après sa première tentative, le gouvernement français se lance aujourd'hui dans une nouvelle loi Immigration. Une loi qui était réclamée à cor et à cri par le Rassemblement National pendant des décennies et qui était fermement dénoncé par la gauche. Pourtant aujourd'hui, le président français se lance à nouveau dans la mise en place d'un cadre juridique plus ferme et plus strict concernant les migrations de populations vers la France. Ni «immigration zéro» ni «immigration déréglée». Voici comment Elisabeth Borne présente le but du projet de loi dont devront débattre les députés. La Première ministre était mardi devant l'Assemblée dans l'espoir de dégager un consensus délicat avec l'opposition sur le sujet ultrasensible de l'immigration. Elle a promis un texte «équilibré». Le projet de loi vise essentiellement à rendre plus efficaces les procédures d'expulsion du territoire français. «La France doit pouvoir dire qui on veut et qui on ne veut pas accueillir», a résumé Borne en ouvrant le débat, estimant que «l'immigration zéro n'est ni souhaitable ni possible, pas plus réaliste que ne l'est une immigration déréglée». Elle a réaffirmé sa volonté d'allier «fermeté et humanité» avec ce texte qui doit être déposé début 2023. Le texte comporte des mesures visant essentiellement à rendre plus efficaces les procédures d'expulsion, une équation qui empoisonne la politique migratoire française depuis des années et que la dernière loi de 2018 n'a pas permis de résoudre. «Nous voulons que le futur texte prolonge les améliorations de la loi asile-immigration de 2018», a d'ailleurs souligné la Première ministre. Le gouvernement présente une série de durcissements et une réforme «structurelle» du système d'asile au service de l'accélération des procédures, ainsi que quelques mesures en faveur de l'intégration. «Ce texte ne servira encore une fois à rien», a toutefois balayé mardi Marine Le Pen lors d'une conférence de presse à l'Assemblée Nationale. «Ça ne fera pas avancer la situation qui est pourtant catastrophique [...] : l'immigration dans notre pays est totalement hors de contrôle», a déclaré la cheffe de file des députés RN. Comme l'extrême droite, la droite dénonce un projet pas assez répressif, reprochant notamment au gouvernement de vouloir introduire une vague de «régularisations massives», qui représente une «ligne rouge», a encore menacé mardi le député LR, Pierre-Henri Dumont. Avant même le débat, l'Assemblée Nationale a rejeté le 1<sup>er</sup> décembre deux propositions de loi LR sur les expulsions d'étrangers délinquants. À ce sujet, le ministre de l'Intérieur dit concentrer «l'effort sur les auteurs de troubles à l'ordre public», avec une «priorisation» de leur expulsion, promise notamment depuis le meurtre mi-octobre de Lola, 12 ans, par une ressortissante algérienne sous le coup d'une OQTF. «Trop de règles spécifiquement françaises empêchent d'expulser les criminels étrangers», a déploré devant les députés Gérard Darmanin. «Nous vous proposerons dans cette loi de ne plus nous censurer et de laisser au juge le soin de mesurer si la vie privée et familiale et le droit au séjour sont compatibles avec des actes de grave délinquance», a-t-il réclamé. Mais les discussions s'annoncent longues et entre le texte présenté et celui voté les différences seront sûrement importantes. Reste à voir comment les députés de la majorité présidentielle, dont une partie vient de la gauche et une autre vient de la droite, travailleront ensemble pour mettre au point un texte qui satisfera toutes les tendances politiques et qui surtout aura une véritable incidence sur le réel. F. M.

## Procès des attentats de Bruxelles

### Abdeslam et quatre coaccusés quittent la salle d'audience

S alah Abdeslam et quatre de ses coaccusés au procès des attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles ont quitté hier matin la salle d'audience pour protester en particulier contre des conditions d'extraction jugées «indignes».

«Tout ce qu'on veut c'est parler, tout ce qu'on veut, c'est se défendre», a assuré l'un d'eux, Ali El Haddad Asufi, pendant que ses voisins de box se levaient et partaient sans un mot.

Outre le Français Salah Abdeslam, le Belgo-Marocain Mohamed Abrini, le Suédois Osama Krayem et le Tunisien Sofien Ayari, tous déjà condamnés en France pour leur participation aux attentats du 13-Novembre à Paris, ont quitté le box.

«Tout est fait pour qu'on se taise (...) tout est fait pour nous briser psychologiquement», a

poursuivi Ali El Haddad Asufi, accusé de soutien logistique aux auteurs des attentats qui ont fait 32 morts à l'aéroport de Bruxelles-Zaventem et dans le métro bruxellois.

Il a demandé «des mesures dignes», comme «tous les justiciables».

«Si personne ne parle, il ne peut pas y avoir de procès», a encore déclaré Ali El Haddad Asufi, dénonçant un «procès politique» avant de désertier le box à son tour.

«Pour la cour d'assises, ce n'est pas un procès politique», a affirmé la présidente Laurence Massart.

«On va tout examiner à charge et à décharge», a-t-elle insisté.

Les protestations contre les conditions d'extraction et de transfert des sept accusés comparaissant détenus – deux autres sont libres et un dixième,

présésumé mort en Syrie, est jugé par défaut – avaient déjà marqué la première journée de débats lundi. Mohamed Abrini, connu comme «l'homme au chapeau» qui a renoncé à se faire exploser à l'aéroport de Bruxelles le 22 mars 2016, avait pris la parole pour critiquer des conditions de transfert «pitoyables» et «humiliantes», les yeux bandés avec de «la musique satanique à fond», ainsi que des fouilles à nu.

L'avocat d'Ali El Haddad Asufi, Jonathan de Taye, avait, lui, dénoncé les genuflexions à nu et annoncé une mise en demeure du ministère de la Justice afin d'obtenir l'assouplissement des mesures de sécurité. Après cet incident d'audience, le ministère public poursuivait la lecture de l'acte d'accusation, un résumé des investigations de plus de 400 pages, devant un box quasi vide.



Festival national du théâtre comique

# Des thèmes variés pour un public nombreux

La maison de la culture Hassan-El-Hassani de Médéa accueille depuis dimanche la nouvelle édition du Festival national du théâtre comique. A l'instar des représentations théâtrales en compétition officielle, le public est invité à des rencontres débats, des ateliers de formation et des spectacles de rue. En effet, depuis le début de cette édition, le public est toujours nombreux pour assister aux pièces théâtrales proposées.

Par Abla Selles

Ce public qui attendait avec impatience l'ouverture de cette édition assiste aussi aux conférences et rencontres débats et participe à son tour avec des questions. Les amateurs de théâtre comique ont eu rendez-vous avec les pièces «Bentoura Spéciale» (Peinture spéciale) et «Mikanizma» (Mécanisme), à l'affiche de la première journée du festival, un moment très attendu par le public médéen pour, à la fois, s'évader et rire.

Le top départ de la compétition pour la «Grappe d'Or» est donné par la troupe de la coopérative culturelle «Tahtika» de la ville d'El-Eulma, avec la pièce «Bentoura Spéciale», une comé-

die satirique écrite par Bilal Laraba, mise en scène par Sofiane Attia, interprétée par le duo Bilal Chorfa et Attef Kermiche. La pièce traite de l'opportunisme et du désir de s'attirer les faveurs des personnes au rang social élevé, et de la façon de parvenir à profiter de la proximité des gens occupant des postes de responsabilité pour améliorer sa condition sociale.

La pièce est parvenue à capter l'attention du public, et les comédiens Bilal Chorfa et Attef Kermiche ont réussi à faire bonne impression aux passionnés de théâtre qui les ont longuement ovationnés à la fin du spectacle.

Les comédiens de l'association culturelle «El-Moustakbel» de Mascara, programmés pour la séance de nuit, ont présenté la



pièce «Mikanizma», avec un jeu subtil de quatorze comédiens Mansour Benaouf Younes, Badreddine Kamel Boumaaza, Ouarlis Batoul et Fatma Ahmed Setti.

Adaptée de l'œuvre du célèbre homme de lettres égyptien Tewfik El-Hakim, «Ourid An Aktoul» (Je veux tuer), «Mikanizma» a été mise en scène par Kada Tati. La pièce raconte la mésaventure vécue par un jeune couple qui vit dans le bonheur,

mais dont la vie sera entièrement chamboulée suite à l'intrusion d'une tierce personne, une voisine en l'occurrence, qui va tout mettre en œuvre pour briser cette vie de couple, à coup de ruses, de mensonges, de menaces et de chantage.

Le théâtre de rue a enregistré, lors de cette édition, une forte affluence du public. Il s'agit de représentations théâtrales exécutées à l'extérieur des salles de spectacles, considérées comme

une «alternative qui s'offre au public pour garder le lien avec le théâtre et profiter de sa magie», a indiqué le comédien et dramaturge Rabie Guechi, en marge de ce rendez-vous artistique.

Des ateliers de formation en scénographie et écriture dramatique sont aussi au programme du festival, outre des rencontres-débats sur le parcours de comédiens ayant laissé leur empreinte sur la scène théâtrale nationale.

A. S.

Ville archéologique Thibilis à Guelma

## Relance des travaux de restauration

Les travaux de restauration de la ville archéologique Thibilis du début de la période romaine et située dans la commune de Sellaoua Announa, wilaya de Guelma, seront relancés «début 2023» après l'actualisation du projet resté à l'arrêt pendant plusieurs années, a indiqué, mardi, le directeur de wilaya de la culture et des arts, Boudjemaâ Benamirouche.

Le lancement effectif des travaux de restauration de ces vestiges s'étendant sur 25 hectares et classés patrimoine national est prévu pour «début janvier 2023», a déclaré à l'APS le directeur de la culture qui a fait savoir que le délai fixé pour exécuter les lots de travaux program-

més est de «huit mois au plus tard».

La relance de la restauration de site qui se trouve à 27 km à l'ouest de la ville de Guelma sur la route vers Constantine, est venue après l'actualisation de toutes les données relatives au projet inscrit en 2008 dont les travaux avaient été lancés puis arrêtés en 2010 pour de multiples causes, a affirmé le même responsable.

Le dossier de restauration dans sa nouvelle version tient compte de l'ensemble des aspects techniques à même de garantir la protection du site qui constitue une destination touristique par excellence, a-t-il dit, précisant qu'une entreprise de réalisation ayant de l'expérience

dans le domaine a été choisie pour exécuter cette opération.

Les travaux retenus portent sur la sécurisation du mur de clôture de la cité archéologique pour laisser un seul accès au site avec installation d'un réseau d'éclairage, des caméras et des appareils de surveillance, a ajouté la même source.

Le directeur de la culture n'a pas écarté la possibilité de tenir une manifestation artistique dans la cité de Thibilis au terme des travaux prévus pour valoriser le site et en augmenter l'attrait touristique, ajoutant que cette ville ancienne est un des plus importants sites archéologiques de la wilaya qui fut un centre urbain punique

avant son rattachement au royaume de Massinissa puis devenue une cité romaine dépendant de Cirta avant de tomber entre les mains des byzantins.

Le site renferme des vestiges archéologiques numides, puniques, romains et byzantins, et plus de 1 600 inscriptions puniques et latines ont été trouvées à l'intérieur et l'extérieur de la cité. Le visiteur de la cité peut, à ce jour, observer les ruines de la muraille de Thibilis, des colonnes de ses bâtiments, ses palais, ses routes pavées de pierres polies et édifices de culte qui datent pour certains de plus de 2 000 ans.

L. B.

Festival international du cinéma d'Alger

## Des cinéastes partagent leurs expériences

Des cinéastes et professionnels de la télévision ont partagé, mardi à Alger, leurs expériences dans le 7<sup>e</sup> art, à travers des visions croisées sur le cinéma comme expérience professionnelle et personnelle. Réunis autour d'un panel thématique à la Cinémathèque d'Alger dans le cadre du 11<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger (Fica), les intervenants ont évoqué leurs expériences respectives et les entraves liées au financement et à la diffusion de leurs films.

Le réalisateur et scénariste Rachid Benallal a souligné que le cinéma est à la fois «un art et un métier qui a besoin de beaucoup

d'abnégation et d'apprentissage qui permettront d'aiguiser leurs connaissances dans le domaine de la réalisation».

Relevant un faible accompagnement en matière d'encadrement et de soutien aux projets de jeunes réalisateurs, le comédien et chef monteur a suggéré «une contribution de la télévision publique aux productions de jeunes cinéastes».

De son côté, le journaliste Abdelkrim Tazaroute a recommandé la création et la multiplication de ciné-clubs et festivals, pour donner une large visibilité aux œuvres de nombreux jeunes cinéastes, citant pour exemple les Rencontres cinématogra-

phiques de Béjaïa (Rcb), qui ont constitué, selon lui, un lieu de rencontre entre professionnels et cinéphiles. Prenant la parole lors d'un débat ouvert au public, le réalisateur Merzak Allouache a rappelé que la Cinémathèque algérienne était une école et un lieu d'initiation et d'imprégnation au 7<sup>e</sup> art, qui a vu se succéder des cinéastes de renommée internationale à l'image de l'Égyptien Youssef Chahine, qui y a présenté ses films. Regrettant le manque de salles pour la diffusion de films, le réalisateur de «Omar Gatlato» a appelé à encourager la création de lieux de rencontres et d'espaces de diffusion de films, notamment les

productions de jeunes cinéastes. Dans l'après-midi, des projections de films de fiction, dont des premières œuvres de cinéastes algériens, étaient programmées dans le focus «Découvertes».

Des focus thématiques

dédiés notamment à la résistance, la mémoire et à l'histoire sont programmés en marge de la projection de films en compétition au 11<sup>e</sup> Fica qui se poursuit jusqu'au 10 décembre.

M. K.

### Agend'Art

Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi

Aujourd'hui à 18h00 :

Présentation de la pièce de théâtre «Eldjathoum» de Abdelkader Azzouz

09 décembre à 16h00 :

Présentation de la pièce de théâtre «Tafihoun» de Ahmed Rezzak

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

10 décembre à 18h00 :

Présentation du spectacle chorégraphique «Eldjaazer bin Ibareh wlyom» dans le cadre de la célébration des événements

du 11 décembre 1960



Après le «fiasco» de la Roja

## Luis Enrique sous le feu des critiques de la presse espagnole

AU LENDEMAIN de l'élimination de l'Espagne en 8<sup>e</sup> de finale face au Maroc, les journaux déplorent un fiasco collectif et s'interrogent sur le futur de Luis Enrique. «*La Coupe du monde est trop grande pour nous*». En Une de son quotidien, «*Marca*» donnait le ton hier. Dans ses colonnes, le média madrilène parle d'un «*fiasco*» après les promesses non tenues de la victoire éclatante face au Costa Rica (7-0). Et s'exaspère du «*manque d'éclat*» de cette équipe qui n'a pas inscrit le moindre tir au but face au Maroc.

En Catalogne, «*Mundo Deportivo*» se moque des joueurs qui n'ont «*pas fait leur devoir*». Depuis le début de la compétition, le sélectionneur Luis Enrique répète qu'il a demandé à chacun de ses joueurs de tirer 1 000 penaltys en club avant le Mondial. Une manière de conjurer le mauvais sort après l'éviction aux tirs au but face à la Russie en 2018.

Le quotidien l'a même renommé Luis Padrique, contraction d'Enrique et de penalty. Il lui reproche deux «*grosses conneries*», celles d'avoir choisi lui-même les joueurs qui devaient tirer ainsi que l'entrée de Sarabia à la 118<sup>e</sup> minute, spécialement pour la séance de tirs au but. Le Parisien s'élançait en premier pour voir sa tentative repoussée par le poteau. Le sélectionneur cristallisait les critiques des quotidiens hier.

### L'Espagne trahie par son jeu inoffensif

Tous ou presque parlent d'une «*fin de cycle*», à l'image de «*AS*». Avec en Une «*C'est terminé*», le journal regrette le «*manque d'amélioration par rapport à Hierro*» et le fait que l'Espagne perde contre «*deux équipes beaucoup plus agressives* (Japon et Maroc)».

La question de l'avenir d'Enrique à la tête de la Roja se pose donc. «*AS*» assure même que la fédération «*doute qu'il doive continuer*».

Le média explique que le refus de prolonger en amont du Mondial n'a pas plu au président de la RFEF, Luis Rubiales. Son salaire, de 3 millions d'euros par an, n'aide pas non plus. Surtout, c'est son attitude qui semble avoir déplu en Espagne. L'émission El Chiringuito fustige son arrivée sur Twitch. «*On a bien ri de ses streams mais ça a déconcentré les joueurs. Dans 40 ans, on se souviendra de ce Mondial uniquement pour cela*», s'attriste le chroniqueur et ancien joueur Edu Aguirre. Avec un contrat qui expire le 31 décembre, le sélectionneur est dans une mauvaise posture et Marcelino ou encore Rafa Benitez sont annoncés pour lui succéder. Mais tout n'est pas à jeter et «*Sport*» se veut plus conciliant avec l'ancien du Barça. Si le média regrette le piètre bilan de la Roja depuis son sacre en 2010, il se réjouit de l'avenir de la sélection. «*Il y a un futur : Pedri, Gavi, Nico Williams, Balde, Ansu... on ne peut que continuer à grandir*».

## Le Brésil déclenche une énorme polémique au Qatar

AUTEUR d'une magnifique victoire contre la Corée du Sud en huitièmes de finale (4-1), le Brésil a toutefois déclenché une polémique.

En effet, après leurs buts, les joueurs de la Selecao ont célébré en dansant, ce qui a pu être interprété comme de la provocation. Tite, le sélectionneur du Brésil, tente de défendre ses joueurs.

Grand favori de la Coupe du monde, le Brésil a retrouvé Neymar à l'occasion du huitième de finale contre la Corée du Sud. L'occasion pour la Selecao de livrer une prestation exceptionnelle en première période ponctuée par 4 buts.

A l'arrivée, le Brésil s'est donc imposé (4-1) et affrontera la Croatie en quarts de finale. Néanmoins, une petite polémique a éclaté à l'issue de la rencontre.

En effet, après chaque but, les Brésiliens célébraient avec une danse différente ce qui est perçu comme de l'irrespect par Roy Keane.

### «C'est très irrespectueux vis-à-vis de l'adversaire»

«*Fantastique finition de Vinicius, excellent début de*

*match. Mais je n'ai jamais vu autant de danse.*

*Ils marquent quatre buts et ils dansent à chaque fois. Je ne peux pas croire ce que je regarde, c'est comme regarder Strictly Come Dancing (Une émission de télévision britannique, NDLR).*

*C'est très irrespectueux vis-à-vis de l'adversaire», lance l'ancien milieu de terrain de Manchester United, désormais consultant pour les médias britanniques, dans des propos rapportés par RMC Sport. Mais Tite tient à rétablir la vérité.*

*«Nous essayons de nous adapter aux caractéristiques des joueurs.*

*Ils sont très jeunes et j'essaie de m'adapter un peu à leur langue, et une partie de leur langue est la danse, a expliqué le technicien (61 ans).*

*Il n'y a pas d'autre interprétation que le bonheur du but, le bonheur de l'équipe, le bonheur de la performance.*

*Il n'y a eu aucun manque de respect envers l'adversaire ni envers Paulo Bento (sélectionneur portugais de la Corée du Sud) pour qui j'ai beaucoup de respect», assure le sélectionneur du Brésil.*

# Provoquant une des surprises du Mondial qatari

## Le Maroc marque l'histoire et attend le Portugal

■ *Le Maroc a marqué l'histoire de la balle ronde mondiale, en sortant l'une des grosses cylindrées, l'Espagne en l'occurrence, qu'il a éliminée au prix d'un match éreintant de 120 minutes, suivi de la fatidique série de penaltys qui a souri aux Lions de l'Atlas, grâce à un Bono des grands jours.*

Par Mahfoud M.

Le Maroc affrontera le Portugal qui a balayé la Suisse (6/1), dans une rencontre qui risque d'être également riche en émotions et en moments magiques. Les deux équipes, qui s'affrontent samedi, sont les seules du Top 8 à n'être jamais entrées en finale d'un Mondial. Angleterre-France également dimanche, et, la veille, Pays-Bas-Argentine et Croatie-Brazil complètent le tableau final. En sortant l'Espagne, le Maroc, enthousiasmant depuis le début du tournoi, évite une répétition des scénarios de 2018 ou 2006, quand les quarts de finale avaient tourné au duel Europe-Amérique du Sud.

Ce succès apaisera les vieux démons des plus anciens supporters marocains et le traumatisme de l'élimination au même stade de la compétition en 1986, sur un coup franc lointain de l'Allemand Lothar Matthäus en toute fin de match. Cette fois, c'est Pablo Sarabia qui aurait pu endosser le rôle du bourreau mais sa reprise au second poteau dans les derniers instants a manqué le cadre d'un souffle, caressant le poteau du gardien Yassine Bounou, alias «Bono».

Lors de la séance des tirs au but, le gardien du Séville FC a arrêté les deux tentatives de Carlos Soler et Sergio Busquets, alors que Sarabia, premier tireur, avait touché le poteau.

«*Les penaltys, c'est un petit jeu d'intuition, un petit peu de chance*», a expliqué le gardien après le match, rendant hommage à ses coéquipiers qui se sont défoncés pendant les 120 minutes.

### Premier triplé

S'il y en a un autre qui a «*fait le job*», c'est Gonçalo Ramos. Avant cette rencontre, le jeune



Les Lions de l'Atlas ont encore une fois rugi

attaquant du Benfica Lisbonne avait cumulé... 30 minutes de jeu en sélection. C'est pourtant lui que le sélectionneur Fernando Ramos a choisi d'aligner à la place de Cristiano Ronaldo, légende décidément finissante, peu convaincant en phase de poules. Un choix qui lui aurait sans doute été vertement reproché en cas d'échec face à une Suisse jusqu'alors solide. Mais le triplé de Ramos (le premier du tournoi) et la fluidité du jeu portugais sans l'idole, lui donnent raison de manière éclatante.

Entré en jeu à la place de son jeune partenaire, Ronaldo, 37 ans, a aussitôt récupéré son brassard, tendu par Pepe, pour une 195<sup>e</sup> sélection à une unité du record mondial qu'il égalera sans doute contre le Maroc.

Mais ce sera sans doute un des derniers qu'il ajoutera à sa longue collection tant ce Mondial prend de plus en plus une allure de fin d'une ère pour le Portugal et de début du crépuscule de

«*CR7*», dont un but a été logiquement annulé pour hors-jeu. Ce qui n'est pas une nouvelle aussi terrible qu'aurait pu le penser il y a quelques semaines à peine les supporters portugais, tant leur équipe a brillé sans avoir besoin de celui qui règne sur la Selecao depuis si longtemps.

Outre un sacre suprême, l'enjeu pour le quintuple Ballon d'or, champion d'Europe 2016, est désormais de réussir sa sortie avec le Portugal après le fiasco de son deuxième séjour à Manchester United. En attendant, peut-être, de céder aux lucratives sirènes d'al-Nassr avec qui, selon des responsables du club saoudien, il a entamé des négociations.

Quant à la Suisse, elle sort pour la quatrième fois de la compétition à ce stade après 2006, 2014 et 2018... Elle n'est plus rentrée en quarts depuis son Mondial en 1954, quand le tournoi accueillait seize équipes.

M. M.

Nathan Aké (Pays-Bas)

## «L'équipe fera tout pour museler Messi»

Museler Lionel Messi sera «*un défi pas seulement pour la défense mais pour toute l'équipe des Pays-Bas*», a estimé, mardi, le Néerlandais Nathan Aké avant d'affronter l'Argentine en quart de finale du Mondial-2022 vendredi (20h00). Le défenseur de 27 ans s'attend à «*un gros match de la part de deux nations phares du football. On a hâte et on espère que ce sera un grand match pour nous, même si ça ne sera*

*pas facile*», a-t-il ajouté en conférence de presse. «*Messi est un des plus grands footballeurs de tous les temps, donc il sera difficile de le neutraliser*», a aussi admis Aké. «*Mais ce sera un bon défi, pas seulement pour la défense mais pour toute l'équipe*». «*Et il y a d'autres joueurs dont il faudra nous préoccuper*», a poursuivi le défenseur de Manchester City, enjoignant les siens à «*être bien organisés tac-*

*tiqement, pour commencer*». D'après lui, les Pays-Bas devront aussi miser sur leur collectif pour faire la différence vendredi au stade Lusail. «*Je pense que c'est une de nos forces depuis le début du tournoi, notre façon d'être ensemble, a-t-il développé. Peut-être qu'on n'a pas les plus grands talents individuels au monde mais nous sommes très forts en tant qu'équipe*».



Trafic illégal de bonbonnes de gaz butane à Adekak/ Béjaïa

## Un réseau composé de six individus démantelé

UN RÉSEAU spécialisé dans le vol et trafic de bonbonnes de gaz butane composé de 6 mal-faiteurs a été démantelé récemment par les éléments de la Gendarmerie nationale. «Le gang activait au niveau de la station-service de la commune d'Adekak», a indiqué la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa. Au début, trois éléments de ce réseau ont été interceptés à bord d'une voiture de marque KIA Picanto, lors à une ronde effectuée sur les lieux à la suite d'informations communiquées aux services de sécurité. Les éléments de la gendarmerie ont immobilisé la voiture pour un contrôle et ont découvert 7 bonbonnes de gaz butane dans le coffre et sur le siège arrière. Les trois suspects ont été arrêtés et conduit à la brigade de gendarmerie. L'enquête a permis de remonter aux autres membres du gang. «Les investigations au sujet de cette affaire ont fait échec au plan mis en œuvre par les individus qui allaient s'emparer progressivement de 68 bonbonnes de gaz butane et les acheminer à bord du véhicule vers la commune de Souk El-Tennine pour les écouler. 61 bonbonnes ont été retrouvées dans l'entrepôt de la station-service», a souligné la même source. La perquisition des domiciles des individus a permis de découvrir

et saisir 103 autres bouteilles, 3 véhicules, 5 téléphones mobiles, un masque, une écharpe, une scie, 2 lames et une somme d'argent représentant les revenus engrangés de la vente illégale des bonbonnes de gaz. Les éléments du réseau ont été présentés devant le parquet et écroués. Par ailleurs, les éléments de la gendarmerie ont également mis fin aux agissements d'un trafiquant d'alcool. Selon la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, «722 bouteilles d'alcool de différentes marques et volumes ont été saisies au cours de deux opérations différentes». La première concerne la saisie de 722 bouteilles d'alcool et l'arrestation d'un individu âgé de 39 ans, natif de Béjaïa, et la seconde affaire concerne la saisie de 60 autres bouteilles et l'arrestation d'un individu âgé de 33 ans. Des procédures judiciaires ont été engagées à l'encontre des mis en cause pour commercialisation illégale d'alcool. En outre, 5 810 bouteilles d'alcool de différents volumes et marques ont été saisies au cours de ces derniers jours. «Un jeune de 27 ans, propriétaire d'un local commercial d'alcool, a été arrêté au cours de cette opération pour vente illégale d'alcool», indique encore la même source. Le mis en cause a été présenté devant le tribunal.

H. Cherfa

Foot/ Ligue 1 française

## Vers un retour de Ghoulam à Saint-Etienne

LE DÉFENSEUR international algérien, Faouzi Ghoulam, libre de tout engagement depuis la fin de son contrat avec Naples l'été dernier, devrait retrouver son club formateur l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/ France) en tant que joker, rapportent hier les médias locaux. Alors que les «Verts» ont repris le chemin de l'entraînement la semaine dernière, les dirigeants préparent en coulisses le futur mercato d'hiver. Un des chantiers prioritaires se trouve sur les côtés, avec les pistons, postes essentiels dans le système de jeu prôné par l'entraîneur Laurent Batlles. Selon la même source, Ghoulam (31 ans) devrait intégrer l'effectif stéphanois à l'entraînement dès cette fin de semaine. Reste à savoir si ses performances à l'entraînement convaincront Batlles, Perrin et les autres dirigeants pour lui proposer un contrat. Libre de s'engager dans le club de son choix, le latéral gauche algérien s'entraînait seul de son côté et dans les environs de Saint-Etienne et parfois à Paris, et partageait des

vidéos avec des messages pleins de motivation sur Twitter. Ghoulam est arrivé à l'Ecole de football de l'ASSE en 1999 à seulement 8 ans. Il a ensuite fait l'ensemble de sa formation à l'Etrat avant de jouer son premier match professionnel en vert le 1<sup>er</sup> décembre 2010 face à Valenciennes. Il réalise sa première saison pleine chez les pros la saison suivante aux côtés de certains Loïc Perrin et Laurent Batlles, actuellement respectivement coordinateur sportif et entraîneur de l'ASSE. Après des saisons plus que réussies sous le maillot vert et 87 matchs disputés en Ligue 1, Ghoulam décide de rejoindre le Napoli de Rafael Benitez à l'hiver 2014, mais des blessures à répétition au genou ont affecté sa carrière.

Pour rappel, la dernière apparition de Ghoulam avec l'équipe nationale remonte au 5 septembre 2017, à l'occasion de la réception de la Zambie (défaite 1-0), dans le cadre des qualifications du Mondial 2018.

Racim S.

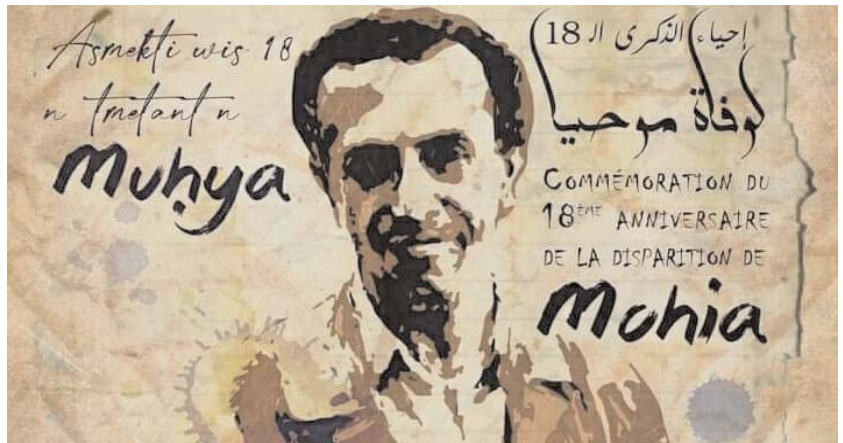
## Les français vont passer l'hiver Sous les coupures d'électricité



18<sup>e</sup> anniversaire de la disparition du dramaturge Mohia

## Un riche programme à Iboudrarène, Tizi Ouzou et Azazga

■ Le village Ath Erbah, dans la commune d'Iboudrarène, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Tizi Ouzou, a entamé, hier, la commémoration du 18<sup>e</sup> anniversaire de l'un de ses grands hommes de culture, le poète et adaptateur de théâtre d'expression amazighe Mohia, par un recueillement sur sa tombe, en présence d'une foule nombreuse.



Par Hamid Messir

La bibliothèque d'Iboudrarène a également abrité plusieurs activités artistiques en hommage au célèbre homme de théâtre d'expression kabyle. Dans l'après-midi, le programme concocté par la Direction locale de la culture s'est poursuivi au niveau du théâtre régional Kateb-Yacine de la ville de Tizi Ouzou par une série d'activités musicales, la présentation d'une pièce de théâtre intitulée «Takassit» (la cassette) par l'association culturelle Youcef Oukaci, en plus de la remise de diplômes d'honneur aux lauréats du Festival national du théâtre amazighe. Parallèlement à ces activités, la

maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou (MCMTO) abrite depuis hier une exposition des archives de l'œuvre de Mohia et des portraits de l'artiste réalisés par l'Ecole régionale des beaux-arts d'Azazga et les ateliers pédagogiques du même établissement culturel au niveau de la galerie d'art du théâtre plein air Mohia, à Tizi Ouzou. A l'annexe de la MCMTO d'Azazga, une exposition est organisée à la mémoire du dramaturge disparu il y a 18 ans. Cette commémoration de l'anniversaire de la disparition de Mohia se poursuivra jusqu'à samedi avec une rencontre intitulée «Mohia le personnage», ce matin à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, et qui sera

animée par Nordine Ait Slimane. Enfin, la Direction de la culture de Tizi Ouzou a annoncé, par la même occasion, la réouverture des candidatures de l'édition 2020 du concours national «Mohia d'or» de la meilleure dramaturgie en tamazight, après une interruption en raison des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. La cérémonie de remise des prix est fixée pour le 0-8 juin 2023, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste. A rappeler que ce concours est organisé par la Direction de la culture et des arts en collaboration avec l'Assemblée populaire de wilaya, le théâtre régional Kateb-Yacine et l'Association Mouloud-Feraoun.

H. M.